

Non au CPE, non à

80 milliards d'euros de bénéfice pour les entreprises du CAC 40 ! Cela ne leur suffit pas ! Jeunes, salariés, chômeurs : faisons reculer le gouvernement !

Avec le CPE comme avec les ordonnances de l'été 2005, Villepin, Sarkozy et leurs acolytes tentent de passer en force. Ils tentent d'imposer leur loi sur « l'égalité des chances » dont fait partie le texte sur le Contrat première embauche (CPE), cela au lendemain des manifestations qui, à travers tout le pays, avaient exprimé, dans la rue, le rejet par les salariés et la jeunesse du projet gouvernemental, et alors que les entreprises françaises cotées en Bourse au CAC 40 affichent des bénéfices records.

Loi Villepin sur "l'Égalité des chances" : la précarité pour tous et la police pour les mécontents !

Villepin fait passer sa politique au nom de l'égalité des chances. Quelle hypocrisie ! L'égalité des chances selon Villepin, c'est instaurer un « permis de licencier » pendant deux ans, pour les jeunes de moins de 26 ans embauchés. Cela ne diminuera en rien ni les CDD, ni l'intérim, ni le chômage. Les patrons n'embaucheront pas plus, ils se contenteront d'utiliser la loi pour avoir une main-d'œuvre jeune sur laquelle ils feront peser la menace quotidienne du licenciement. Et dans la même loi, il rétablit le travail de nuit, comme au 19^{ème} siècle, pour les adolescents de 15 ans !

C'est ça le fond de la politique du gouvernement : généraliser l'insécurité, fragiliser les travailleurs et les jeunes. Et pour ceux qui se révoltent, comme les jeunes des quartiers populaires, où le taux de chômage atteint 30 ou 40 %, c'est la répression policière, ou l'expulsion s'ils ont la malchance d'être étrangers.

Tous visés, tous concernés

Cette politique vise l'ensemble des salariés. Villepin a déjà annoncé la prochaine attaque : la remise en cause du contrat à durée indéterminée, le CDI. Et pourquoi un patron garderait-il des salariés en CDI, davantage payés, alors qu'il peut embaucher une main d'œuvre jetable et corvéable à merci ! Dans le même but d'avoir une main d'œuvre docile et bon marché, Sarkozy présente une loi sur l'immigration,

nouvelle attaque contre les travailleurs immigrés. Si elle passait, elle rendrait quasiment impossible la régularisation des travailleurs sans papiers même s'ils vivent et travaillent ici depuis plus de dix ans. Là encore, il s'agit d'adapter l'immigration aux seuls besoins des patrons en main-d'œuvre bon marché.

Faire reculer Villepin, c'est possible. Son projet est rejeté par une majorité de la population. Il faut que ce rejet s'exprime dans la rue. Les ma-



nifestations du 7 février ont été une première étape d'une mobilisation qui continue. Dans certaines universités comme à Rennes ou Toulouse les jeunes poursuivent l'action. C'est un véritable mouvement d'opinion qu'il faut construire pour mettre en échec cette politique de généralisation de la précarité.

Les organisations syndicales et les partis politiques de toute la gauche appellent à une grande journée de mobilisation le 7 mars. Faisons du 7 mars une véritable journée de grève interprofessionnelle, de manifestations pour faire reculer le gouvernement !

Pour le Retrait du CPE
Manifestation nationale
à Paris

***C'est l'avenir de la jeunesse
qui est en jeu !***

***TOUS ENSEMBLE
POUR LE RETRAIT DU CPE***

**Réunion Publique Unitaire
à Massy**

Vendredi 24 février à 20h30

avec

Christophe RAMAUX

Economiste - Maître de conférence à l'Université de Paris I (Sorbonne)
Membre du Conseil scientifique d'ATTAC.

**Maison de l'Emploi et de la Formation
10, rue du Noyer-Lambert - à Massy**

Quartier Opéra - Face au Centre Omnisports
et au centre hospitalier Jacques-Cartier

Nous ne voulons pas d'une société où solidarité et justice n'existent plus, d'une société du chacun pour soi. Nous voulons une société basée sur le partage des richesses et le progrès social.

Nous exigeons :

- ◆ le retrait du CPE,
- ◆ la limitation de l'intérim et des CDD,
- ◆ la suppression du temps partiel imposé,
- ◆ et pour lutter efficacement contre le chômage, la réduction du temps de travail avec maintien du salaire.

A l'Appel des partis, syndicats et associations : AC!, Alternative Citoyenne, CNT 91, ATTAC Nord Essonne, Collectif des jeunes contre le CPE, Collectif du 29 Mai, UL CGT, FSU, LCR, Massy Autrement, MRC, PCF, PCOF, PS Massy, PRS, SNUipp, UNEF, les Verts.

Nous contacter :

Ligue Communiste Révolutionnaire - Section de Palaiseau-Massy

Tél : 06 64 37 23 31 / 06 85 02 17 51

Mail : lcr.palaiseau-massy@wanadoo.fr / Site : lcrmassypalaiseau.chez-alice.fr